



## Assemblée générale

Distr. générale  
19 septembre 2006  
Français  
Original: russe

---

### **Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux**

#### **Compte rendu analytique de la 8<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 11 juillet 2000, à 10 heures

*Président :* M. Tanoh-Boutchoué . . . . . (Côte d'Ivoire)

### **Sommaire**

Adoption de l'ordre du jour

Question des îles Falkland (Malvinas)

Audition d'organisations et de personnes portant un intérêt à la question

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

00-52580 (F)



*La séance est ouverte à 10 h 25.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

1. *L'ordre du jour est adopté.*

**Question des îles Falkland (Malvinas)** (A/AC.109/2000/11 et Corr.1; A/AC.109/2000/L.8)

2. **Le Président** dit que les délégations argentine, brésilienne, paraguayenne et uruguayenne ont demandé à participer à l'examen de ce point. En l'absence d'objection, conformément à la pratique établie, il invitera ces délégations à prendre place à la table du Comité.

3. *À l'invitation du Président, M. Giavarini (Argentine), M. Fonseca (Brésil), M. Pappalardo (Paraguay) et M. Benítez Sáenz (Uruguay) prennent place à la table du Comité.*

*Audition d'organisations et de personnes portant un intérêt à la question*

4. **Le Président** rappelle qu'à sa 5<sup>e</sup> séance, le Comité a décidé d'entendre un certain nombre d'organisations et de personnes portant un intérêt à la question.

5. *À l'invitation du Président, M<sup>me</sup> Halford et M. Cockwell (Conseil législatif des îles Falkland) prennent place à la table du Comité.*

6. **M<sup>me</sup> Halford** (Conseil législatif des îles Falkland), rappelant l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui stipule que tous les peuples ont le droit à l'autodétermination, demande comment il est possible qu'une nouvelle Argentine démocratique prenne sur elle de décider si la population des îles Falkland peut ou non jouir de ce droit, et que le Comité spécial appuie l'Argentine dans sa démarche consistant à priver les habitants des îles Falkland de ce droit.

7. Pour donner une idée plus claire de la situation qui règne dans le territoire, l'intervenante fournit les informations suivantes. Les pourparlers entre le Royaume-Uni et l'Argentine ont mené à l'adoption d'un document dénommé « déclaration du 14 juillet », qui prévoit le rétablissement de liaisons aériennes avec l'Amérique du Sud assurées par des vols hebdomadaires vers le Chili, avec une escale par mois en Argentine dans les deux directions. Les citoyens argentins peuvent donc désormais se rendre librement

dans les îles Falkland, au même titre que les citoyens d'autres pays. Un monument simple à la mémoire des morts argentins doit être construit au cimetière argentin des Falkland. La coopération se met en place dans le domaine de la conservation des stocks de poissons et des résultats considérables ont été obtenus dans la dissuasion des contrebandiers.

8. Toutefois, il faut noter que le nouveau Gouvernement argentin a déclaré publiquement qu'il n'entreprendrait pas de relations avec le Gouvernement des îles Falkland, bien que la lettre du Royaume-Uni accompagnant la déclaration du 14 juillet précise que certaines responsabilités et obligations du Gouvernement du Royaume-Uni contractées dans le cadre de la déclaration commune seront exécutées par le Gouvernement des îles Falkland. Ce serait une erreur de croire que la position prise par le Gouvernement argentin puisse avoir la moindre incidence sur les relations entre le Gouvernement du Royaume-Uni et celui des îles Falkland.

9. Le Comité ne peut réellement apporter sa coopération et faire avancer la situation qu'en reconnaissant le droit des îles Falkland à l'autodétermination. Ce droit est inscrit non seulement dans la Constitution, calquée sur le régime du type Westminster, mais également dans le Livre blanc publié par le Royaume-Uni, qui décrit les formes modernes du partenariat avec le Royaume-Uni. Dans le cadre de ce partenariat, le Gouvernement démocratiquement élu des îles Falkland est entièrement responsable de l'administration interne de la vie sur les îles. Celles-ci ne perçoivent ni aide budgétaire ni aide au développement du Royaume-Uni et n'en sont pas tributaires. La population des îles Falkland est différente des peuples des États d'Amérique latine sur le plan culturel, linguistique et historique et il est temps que le nouveau Gouvernement de l'Argentine admette que les habitants des îles Falkland ont tout autant le droit à l'autodétermination que les habitants des autres pays que ses forces armées ont aidé à protéger.

10. **M. Cockwell** (Conseil législatif des îles Falkland) dit que le dictionnaire définit le colonialisme comme la politique et les pratiques mises en œuvre par une puissance pour exercer son autorité sur un peuple ou une région plus faible. Le droit à l'autodétermination est un droit dont jouissent les peuples qui constituent des sociétés distinctes du point de vue culturel, social et économique et qui sont en

mesure de s'administrer eux-mêmes en toute indépendance. À cet égard, l'absence de toute référence à l'autodétermination dans les résolutions sur les îles Falkland est préoccupante. Les aspirations des habitants des îles devraient être la considération prioritaire. C'est l'un des principes fondamentaux de l'ONU. De plus, la question de l'autodétermination devrait prendre le pas sur toute question de souveraineté. L'argument du Gouvernement argentin selon lequel le Royaume-Uni et l'Argentine devraient se pencher sur l'avenir des îles Falkland ne fait que prolonger le débat sur la question de savoir quelle puissance extérieure devrait exercer politiquement et pratiquement l'autorité sur les îles Falkland. Les représentants de l'Argentine ne peuvent nullement prouver qu'ils bénéficient du soutien de la population des îles Falkland et que celle-ci ne constitue pas une société distincte sur le plan culturel, social et économique.

11. Comme l'Argentine, les îles Falkland ont été colonisées par des immigrants venus de divers pays. Grâce à son ardeur au travail et au soutien du Gouvernement du Royaume-Uni, la population des îles Falkland a créé une petite nation démocratique et autosuffisante, qui s'autofinance dans tous les domaines à l'exception de la défense, s'administre elle-même pour toutes les questions sauf en ce qui concerne les relations extérieures et la défense, possède un système d'éducation que de nombreux pays du monde lui envie et a mis en place des soins de santé gratuits pour tous les habitants des îles. En outre, un régime très strict de protection de l'environnement a été institué. Conscient que le territoire occupe une position financière privilégiée dans le monde, le Gouvernement s'emploie à contribuer autant que possible à de nombreux programmes de secours en cas de catastrophe. Au cours des 12 derniers mois, il a consacré à cet usage des fonds équivalant à environ 10 dollars des États-Unis par habitant. Si les pays développés en faisaient autant, le problème de la dette du tiers-monde serait rapidement résolu.

12. Il faut reconnaître qu'un tel degré de prospérité n'aurait pas pu être atteint sans les conseils et l'aide dispensés tout au long de l'histoire par le Gouvernement britannique. D'ailleurs, les habitants des îles Falkland ne sont nullement attirés par l'idée de se joindre à un pays qui connaît tant de problèmes économiques et politiques. Tout cela indique que la population des îles Falkland constitue une société

distincte du point de vue culturel, social et économique et qu'elle peut avoir et souhaite avoir le droit de déterminer son propre avenir au XXI<sup>e</sup> siècle. Il semble anachronique que l'Argentine veuille priver les habitants des îles Falkland d'un droit qu'elle défend si vaillamment ailleurs. Il faut octroyer aux îles Falkland la possibilité d'avoir un développement pacifique, démocratique et économique pour le bénéfice de leur population, de leurs partenaires nouveaux et traditionnels et de tous leurs voisins.

13. *M<sup>me</sup> Halford et M. Cockwelle se retirent.*

14. *À l'invitation du Président, M. Clifton prend place à la table du Comité.*

15. **M. Clifton** dit qu'en raison des circonstances de la vie, le destin de sa famille est tel qu'une partie vit en Patagonie et l'autre dans les îles Malvinas. Il est vétérinaire, spécialiste de la nutrition animale et de l'élevage et chercheur. Il souligne que la Patagonie et les îles Malvinas connaissent les mêmes problèmes du secteur primaire, tels que l'épuisement des ressources naturelles, la baisse du cours de la laine et des produits à base de viande, une augmentation des coûts de production, l'absence de débouchés et l'éloignement des centres de consommation. Cela montre que la vie en Patagonie et la vie dans les îles Malvinas suivent des voies parallèles.

16. L'objet de la présente réunion est l'adoption d'un projet de résolution dans lequel les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni seraient une fois de plus priés instamment d'engager des négociations bilatérales en vue de régler le conflit de souveraineté. Le Royaume-Uni continue d'adopter une position intransigeante, appliquant une politique d'autodétermination. L'absence de solution au problème de la souveraineté et l'application unilatérale du principe de l'autodétermination pour régler la question des îles Malvinas ne peuvent qu'être préjudiciables à l'intégrité territoriale de l'Argentine. Depuis qu'il s'est emparé des îles en 1833 et en a chassé les habitants argentins, le Royaume-Uni a appliqué une politique délibérée visant à maintenir le territoire sous son administration illégale. Du fait de cette politique, la population de l'archipel est formée non d'habitants autochtones mais de descendants de colonisateurs britanniques, qui ne veulent pas que le problème soit réglé par la voie de négociations bilatérales. L'Argentine garde toujours présents à l'esprit l'occupation illégale des îles Malvinas par le

Royaume-Uni, ainsi que les intérêts et avantages stratégiques et économiques visés par celui-ci en s'emparant du territoire. Ces intérêts et avantages se dissimulent sous la position en faveur de l'autodétermination adoptée par les habitants britanniques des îles. Un article publié dans le journal britannique *The Times* en avril 1985 souligne que le Royaume-Uni attache beaucoup d'importance aux îles Malvinas, qui lui permettent de jouer un rôle important dans l'Antarctique.

17. En ce qui concerne les droits de l'Argentine sur les îles Malvinas, il faut souligner qu'ils sont fondés sur les principes suivants : droits et obligations hérités de l'Espagne par l'Argentine par succession légale; occupation pacifique du territoire de l'archipel par l'Argentine et maintien de son autorité sur l'archipel de 1820 au 2 janvier 1833; transfert par l'Espagne à l'Argentine, en 1863, de toutes les provinces mentionnées dans la Constitution espagnole alors en vigueur et de tous les autres territoires qui appartenaient alors à l'Espagne ou qui lui avaient appartenu auparavant. Quant au Royaume-Uni, il ne peut invoquer ni droit du premier colonisateur, ni transfert de souveraineté par l'Espagne, ni aucun autre titre légitime reconnu par l'Espagne ou l'Argentine. Le seul motif de sa revendication est la brève occupation du territoire en 1766 et les événements de 1833, époque de la pleine activité de sa politique impérialiste.

18. En conclusion, l'intervenant exprime le souhait que l'Argentine et le Royaume-Uni parviennent, grâce aux efforts du Comité spécial, à un règlement pacifique et rapide du conflit de souveraineté sur les îles Malvinas.

19. *M. Clifton se retire.*

20. *À l'invitation du Président, M. Betts prend place à la table du Comité.*

21. **M. Betts** dit que, né dans les îles Falkland (Malvinas) et ayant des liens très étroits avec les îles, il tient tout spécialement à voir le différend sur le territoire réglé une fois pour toutes. A l'heure actuelle, les îles Falkland (Malvinas) sont administrées illégalement par le Royaume-Uni et représentent l'un des derniers bastions du colonialisme européen sur le continent américain. De jure, elles appartiennent à l'Argentine mais de facto, elles sont administrées par le Royaume-Uni, qui n'en a pas le moindre droit. Si la revendication de souveraineté sur les îles présentée par

l'Argentine n'est pas fondée, comme certains essaient d'en convaincre la communauté internationale, les négociations et le mémorandum d'accord de 1968 ainsi que l'accord de 1980 auront été dépourvus de sens.

22. L'intervenant demande pourquoi le Royaume-Uni était alors prêt à reconnaître sans réserve le droit de l'Argentine au titre de souveraineté sur les îles, et pour quel motif il a pris des dispositions en vue d'appliquer les résolutions 2065 (XX) et 3160 (XXVIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ces résolutions reconnaissent l'existence d'un différend territorial entre l'Argentine et le Royaume-Uni. Si la revendication de l'Argentine n'est pas fondée, ces deux résolutions deviennent totalement vides de sens. Il ressort des dispositions de ces résolutions que l'Argentine et le Royaume-Uni ont reconnu leur obligation d'accélérer et d'intensifier le processus visant à rétablir la souveraineté légitime de l'Argentine sur les îles Falkland (Malvinas), ainsi que le fait que les deux Gouvernements seraient limités dans leurs actions par ces paramètres légitimes. En conséquence, la tentative visant à introduire de nouvelles conditions non inscrites auparavant dans ces résolutions et la suspension unilatérale des négociations par le Royaume-Uni sont des violations non seulement des dispositions desdites résolutions mais également de l'esprit même des engagements pris par les deux États devant l'Assemblée générale.

23. Aujourd'hui, personne ne s'étonne d'entendre les représentants des habitants des îles lancer des appels pressants à la communauté internationale pour qu'elle les reconnaisse en tant que « peuple » au sens classique du terme. C'est paradoxal puisqu'en acceptant la loi sur les nationalités de 1983 du Royaume-Uni, les habitants des îles se sont définis comme faisant partie du peuple britannique. Comment peut-on dire qu'ils font partie du peuple britannique et qu'ils constituent en même temps un peuple des îles Falkland ayant une identité entièrement distincte de la Puissance administrante? L'administration du territoire par le Royaume-Uni est illégale et elle n'a jamais été légitimée en vertu du droit international. De plus, il ressort clairement des résolutions 2065 (XX) et 3160 (XXVIII) de l'Assemblée générale que les habitants de l'archipel ne sont pas un « peuple » mais une « population ».

24. S'agissant des mentions récentes au fait que certains pouvoirs seraient transmis par le Gouvernement du Royaume-Uni à l'administration

locale des îles Falkland (Malvinas), l'intervenant appelle l'attention des membres du Comité spécial sur le document A/54/253, qui contient le texte d'une note adressée le 14 juillet 1999 par le Ministre des relations extérieures, du commerce international et du culte de la République argentine au Ministre des affaires étrangères et des affaires du Commonwealth du Royaume-Uni. Cette note indique de manière non équivoque que la forme sous laquelle le Gouvernement britannique s'acquittera des responsabilités et engagements qu'il a assumés dans la déclaration commune signée à Londres le 14 juillet et dans l'échange de notes du même jour constitue une question de droit interne britannique relevant de la décision du Gouvernement britannique, qui n'affecte en rien la nature de la controverse sur la souveraineté exercée sur les îles Falkland (Malvinas), la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud et les zones maritimes circonvoisines, non plus que la position de l'Argentine en la matière.

25. Soutenir obstinément que les îles Falkland (Malvinas) sont différentes des États américains sur le plan linguistique, culturel et historique n'est qu'une tentative visant à retarder le règlement responsable et définitif du différend. L'intervenant appelle l'attention du Comité sur le fait qu'au cours des récentes décennies, les groupes ethniques les plus divers se sont installés en Argentine, notamment des Ukrainiens, des Slováques, des Indiens, des Coréens, des Nigériens, des Japonais et des Cap-Verdiens. Chaque communauté constitue un centre de diffusion et de préservation de ses traditions nationales et de maintien de sa langue maternelle. La Constitution argentine accorde à tous les groupes nationaux des droits et des garanties politiques étendus. Les différences linguistiques, culturelles et historiques de ces populations ne créent absolument aucun obstacle à leur pleine intégration à la société argentine. L'intervenant est certain qu'après le règlement définitif de la question des îles Falkland (Malvinas), aucune menace ne pèsera sur l'identité spécifique des habitants de ces îles. En confirmation, il cite l'article 121 de la Constitution argentine, qui dispose que tous les pouvoirs non délégués au Gouvernement fédéral sont conférés aux provinces dans la mesure où elles en ont disposé avant leur intégration à l'État. Enfin, il prie instamment le Comité spécial et le système des Nations Unies dans son ensemble de poursuivre les efforts déployés aux fins de la reprise des négociations entre l'Argentine et le Royaume-Uni, en vue de résoudre les divergences de

vue entre ces deux pays et de parvenir à un règlement définitif de la question de souveraineté, conformément aux recommandations adoptées par l'Organisation depuis 30 ans ou plus.

26. *M. Betts se retire.*

27. *À l'invitation du Président, M. Vernet prend place à la table du Comité.*

28. **M. Vernet** dit qu'il est l'arrière-arrière-petit-fils du premier Gouverneur des îles Malvinas, qui avait été autorisé par le Gouvernement argentin à établir une colonie dans les îles et à disposer de tout le territoire, à l'exception de 10 lieues carrées réservées au Gouvernement. Parlant également en sa qualité de représentant de la Terre de Feu au Parlement, il demande au Comité spécial, au nom de ce territoire national, de résoudre le problème du statut colonial des îles Malvinas et de faire en sorte qu'elles réintègrent l'Argentine.

29. Faisant l'historique de la question, il rappelle qu'en 1825, les Provinces Unies du Rio de la Plata et le Royaume-Uni ont signé un traité d'amitié, de navigation et de commerce. Ce traité reconnaissait la légitimité de l'État argentin, et le Royaume-Uni n'avait émis aucune objection ni réserve en ce qui concernait les îles Malvinas, qui, à l'époque, étaient administrées par les Provinces Unies. Le territoire, qui comptait quelque 200 habitants, connaissait un développement considérable. Toutefois, en janvier 1833, des hommes venant du navire de guerre britannique *Clio* ont planté le drapeau britannique sur le territoire et ont forcé les habitants à abandonner les îles. Ce fut le point de départ du conflit de souveraineté sur le territoire, qui n'est toujours pas réglé.

30. Les représentants des îles Malvinas ont déclaré devant le Comité spécial qu'ils sont britanniques et qu'ils demandent le droit à l'autodétermination, bien qu'ils n'aient aucun lien fondé sur le droit avec le territoire qu'ils occupent. Le principe de l'autodétermination ne peut s'appliquer dans ce cas puisque, dès le début de son occupation illégale des îles, le Royaume-Uni a régi la composition de la population de façon que l'écrasante majorité des habitants soient britanniques, en chassant les habitants argentins par la force. La violence et la saisie par la force d'un territoire qui fait partie d'un État indépendant ne donnent pas à l'État qui s'empare de ce territoire et de son peuple le droit légitime au titre de souveraineté sur ledit territoire. C'est pourquoi

l'Assemblée générale, tenant compte de tous ces facteurs, a adopté la résolution 2065 (XX) et les résolutions ultérieures, qui dénoncent l'occupation des îles Malvinas par le Royaume-Uni comme un acte de colonialisme, et a rejeté la possibilité d'appliquer le principe de l'autodétermination à ce territoire. La résolution 2065 (XX) reconnaît le droit de l'Argentine de revendiquer les îles.

31. Les habitants des îles Malvinas n'ont pas à s'inquiéter pour le respect de leurs droits légitimes car l'Argentine, son peuple et ses représentants sont fermement résolus à protéger la démocratie, la liberté, la justice et la primauté du droit. Mais ils doivent également être conscients que, pour l'Argentine, le problème des îles Malvinas est un conflit de souveraineté sur un territoire auquel elle n'a jamais renoncé et ne renoncera jamais.

32. En conclusion, l'intervenant dit qu'il ne fait aucun doute que la question des îles Malvinas peut être résolue, dans un esprit de respect mutuel pour les droits des parties. Il demande au Comité spécial de prier instamment le Royaume-Uni de régler son différend avec l'Argentine concernant la souveraineté sur les îles Malvinas, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud de manière pacifique et équitable, en tenant compte des recommandations formulées dans les résolutions de l'Assemblée générale.

33. *M. Vernet se retire.*

34. **M. Valdes** (Chili) dit que sa délégation s'associe d'avance à la déclaration que fera le représentant du Brésil au nom des États membres du Marché commun du Sud (Mecosur), de la Bolivie et du Chili en soutien aux droits légitimes de l'Argentine dans le conflit de souveraineté touchant la question des îles Malvinas.

35. Présentant le projet de résolution publié sous la cote A/AC.109/2000/L.8, l'intervenant dit que ce projet de résolution constitue une nouvelle contribution aux efforts visant à apporter une solution pacifique au différend qui oppose depuis si longtemps l'Argentine et le Royaume-Uni concernant le droit à la souveraineté sur les îles. Le Chili est fermement convaincu que la question ne peut être résolue que par un règlement pacifique et négocié. C'est pourquoi le texte du projet de résolution demande l'application dans les plus brefs délais de la résolution 2065 (XX) et des autres résolutions de l'Assemblée générale et du Comité spécial, ainsi que la reprise des négociations entre l'Argentine et le Royaume-Uni en vue de régler le

différend. Enfin, l'intervenant exprime l'espoir que le projet de résolution sera adopté par consensus.

36. **M. Giavarini** (Ministre argentin des affaires étrangères, du commerce international et du culte) assure les participants que son gouvernement est fermement résolu à faire restituer, par des voies pacifiques, les îles Malvinas, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud à l'Argentine car elles font partie du territoire national, et qu'il est totalement prêt à reprendre les négociations bilatérales avec le Royaume-Uni, conformément aux résolutions du Comité spécial, de l'Assemblée générale des Nations Unies et de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA). Cependant, malgré la volonté de l'Argentine de trouver une solution concertée à cette question difficile, le Royaume-Uni n'a manifesté aucun souhait de négocier. L'Assemblée générale reconnaît le statut colonial des îles Malvinas et recommande qu'il y soit mis fin, dans le respect du principe de l'intégrité territoriale de l'Argentine et compte tenu des intérêts des habitants des îles. En 1985, l'Assemblée générale a réaffirmé catégoriquement cette position, excluant l'applicabilité du principe de l'autodétermination dans ce cas. En outre, le Comité spécial a invité à plusieurs reprises les Gouvernements des deux pays à intensifier le dialogue et la coopération en reprenant les négociations.

37. Dix ans se sont écoulés depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Argentine et le Royaume-Uni. La normalisation de leurs relations a commencé par la conclusion d'un accord bilatéral, dans le cadre duquel les deux pays maintiennent leurs positions respectives dans le différend concernant la souveraineté sur le territoire. Le principe du règlement pacifique des différends est un principe fondamental des relations internationales et les deux pays ont accepté de manière non équivoque que leurs relations seraient guidées par ce principe, conformément au paragraphe 3 de la déclaration commune de l'Argentine et du Royaume-Uni du 19 octobre 1989 qui a marqué la reprise des relations diplomatiques bilatérales. Dans ce document, les deux parties réaffirment qu'elles sont résolues à respecter pleinement les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, en particulier l'obligation de régler les différends par des voies pacifiques uniquement. Au cours des dix dernières années, l'Argentine et le Royaume-Uni sont parvenus à une entente mutuelle sur des questions telles que la conservation des stocks de poissons, la création de

liaisons aériennes et la circulation des personnes entre les îles et le continent, la réalisation d'une étude de faisabilité sur le déminage des îles Malvinas et la facilitation des visites des parents sur les tombes de ceux qui sont morts au combat.

38. Cependant, il y a eu aussi des faits regrettables : plus précisément, des actes unilatéraux du Royaume-Uni contraires à la lettre des accords bilatéraux et à l'esprit de coopération qui a facilité leur conclusion. Tout acte unilatéral est, en outre, contraire aux dispositions des résolutions des Nations Unies et, en particulier, de la résolution 31/49 du 1<sup>er</sup> décembre 1976, dans laquelle l'Assemblée générale fait appel aux deux parties pour qu'elles s'abstiennent de prendre des décisions impliquant le recours à des modifications unilatérales de la situation pendant que les îles passent par le processus recommandé dans les résolutions pertinentes.

39. L'Argentine est convaincue que le Comité spécial a un rôle important à jouer dans la mise en place de la nouvelle dynamique historique dans la région. En application du mandat qu'il tient du peuple argentin, le Gouvernement du Président Fernando de la Rúa est déterminé à assurer la continuité politique et l'indépendance de l'État dans le cadre de la primauté du droit, tout en préservant l'intégrité territoriale dans des conditions pacifiques, sur la base d'un dialogue avec tous les États. Compte tenu de ces principes et de l'évolution encourageante des relations avec le Royaume-Uni, le Gouvernement argentin estime qu'il existe des conditions favorables pour procéder à un règlement bilatéral du conflit de souveraineté et surmonter les divergences. L'Argentine tient à réaffirmer sa volonté de prendre en considération les intérêts des habitants des îles Malvinas en vue de préserver leur mode de vie, leur bien-être et le plein exercice de leurs droits individuels. L'Argentine est convaincue que le problème des îles Malvinas peut être résolu, avec la volonté politique nécessaire et par l'adoption d'approches fondées sur les principes d'équité et d'honnêteté.

40. Il faut espérer que le Royaume-Uni, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité respectueux des normes du droit international, écoutera les appels de la communauté internationale et montrera qu'il est prêt à engager des négociations, en profitant du climat international favorable qui s'est instauré. L'intervenant dit qu'il espère que le projet de résolution sur la

question des îles Malvinas recueillera la plus large adhésion possible au sein du Comité spécial.

41. **M. Fonseca** (Brésil), parlant au nom des États membres du Mercosur et de la Bolivie et du Chili, rappelle la déclaration sur la question des îles Malvinas adoptée à la dixième Réunion des Présidents des États membres du Mercosur, dans laquelle les Présidents de ces États et les Présidents de la Bolivie et du Chili ont réaffirmé leur soutien aux droits légitimes de l'Argentine dans le conflit de souveraineté relatif à la question des îles Malvinas et ont rappelé l'intérêt que porte l'hémisphère tout entière au règlement rapide de ce différend, dans le respect des résolutions de l'ONU et de l'OEA. Il rappelle également qu'à la réunion des Présidents des États membres du Mercosur et des Présidents de la Bolivie et du Chili, tenue le 5 juin 1999 à Asunción (Paraguay), les chefs d'État ont pris note avec satisfaction du dialogue positif qui s'était engagé entre l'Argentine et le Royaume-Uni et ont réaffirmé leur attachement à la politique du maintien des communications et de la libre circulation des personnes, sans aucune discrimination, dans le cadre des efforts déployés pour renforcer ces principes, sans lesquels le problème des liaisons aériennes avec les îles Malvinas ne pouvait être résolu.

42. **M. Benítez Sáenz** (Uruguay) souscrit à la déclaration faite par le représentant du Brésil et rappelle aux membres du Comité spécial certains points de vue exprimés par sa délégation dans diverses instances, dont il a été tenu compte dans le document établi par le Secrétariat (A/AC.109/2000/11), en particulier aux paragraphes 55 et 59. S'adressant à l'Assemblée générale en 1986, l'actuel Président uruguayen a dit que l'Argentine et le Royaume-Uni devaient retourner dans les plus brefs délais à la table des négociations et engager un dialogue franc et ouvert, en examinant toutes les questions de fond sur lesquelles ils avaient des divergences de vue, ainsi que tous les problèmes qui retardaient la normalisation de leurs relations et le règlement complet et définitif de leur différend. Avec le recul, on peut parler d'un début de dialogue entre les parties et, à l'heure actuelle, la communauté internationale continue d'espérer que la consolidation des relations bilatérales entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni facilitera la recherche d'une solution pacifique et négociée à ce long conflit de souveraineté, conformément aux dispositions des résolutions de l'Assemblée générale et de l'OEA.

43. **M. Pappalardo** (Paraguay) dit que sa délégation souhaite s'aligner sur la déclaration faite par le représentant du Brésil, et renouvelle l'expression du ferme soutien du Paraguay pour les droits légitimes de l'Argentine dans le conflit de souveraineté sur les îles Malvinas. Le Paraguay a réaffirmé maintes fois sa position sur la question dans diverses instances internationales, la plus récente étant la réunion de l'OEA, tenue à Windsor (Canada) le 6 juin 2000. Le Gouvernement paraguayen est fermement convaincu que le bon niveau des relations bilatérales entre l'Argentine et le Royaume-Uni représente une base solide pour la reprise des négociations en vue de parvenir à un règlement juste et durable de la question des îles Malvinas, compte tenu des intérêts des habitants des îles et en accord avec les résolutions de l'Assemblée générale et du Comité spécial. Le Paraguay espère voir se poursuivre ce processus, qui se déroule dans un esprit de compréhension mutuelle et facilitera le règlement du problème par une solution pacifique et définitive fondée sur les principes du droit international.

44. **M. Tekaya** (Tunisie) dit que la communauté internationale souhaite voir l'Argentine et le Royaume-Uni reprendre les négociations en vue de trouver le plus tôt possible un règlement pacifique, juste et durable du problème des îles Falkland (Malvinas), en application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Il faut se féliciter de l'instauration d'un climat positif de dialogue et de coopération entre les deux pays, qui devraient être encouragés dans les efforts qu'ils déploient en vue de poursuivre ce dialogue et cette coopération.

45. **M. Al-Humaimidi** (Iraq) dit que la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme touche à son terme et qu'il reste pourtant dans le monde des territoires qui sont occupés, sous divers prétextes, par des puissances étrangères. Pour expliquer cet état de choses, on prétend que les territoires en question sont trop petits ou trop isolés, ou encore que leurs populations souhaitent continuer de vivre sous domination étrangère.

46. En ce qui concerne les îles Malvinas, la position de l'Iraq est ferme et sans ambiguïté : ces îles appartiennent à l'Argentine, mais le Royaume-Uni les ont occupées et continuent de les occuper, invoquant, sans aucun fondement, le droit à l'autodétermination. En réalité, les personnes concernées sont quelques centaines de Britanniques qui y ont été transplantés

artificiellement et souhaitent désormais y rester. Leur présence dans les îles Malvinas ne change pas les réalités historiques et géographiques, qui confirment le droit de l'Argentine à se voir restituer cette partie de son territoire. De l'avis de la délégation iraquienne, l'Argentine est habilitée à exiger du Royaume-Uni réparation pour les torts causés durant la période du régime colonial.

47. **M. Simamora** (Indonésie) fait observer que les îles Falkland (Malvinas) constituent un cas particulier, différent des autres territoires non autonomes dont le Comité spécial s'occupe. Une étape importante a été atteinte dans les négociations entre l'Argentine et le Royaume-Uni. À l'heure actuelle, les deux parties sont résolues à créer des bases favorables à la coopération dans des domaines tels que la conservation des ressources marines dans l'Atlantique Sud-Ouest, l'octroi de licences pour des activités dans la zone de coopération spéciale et l'exécution de projets communs de recherche scientifique.

48. L'Indonésie engage l'Argentine et le Royaume-Uni à poursuivre leur dialogue et leur coopération, et à ouvrir ainsi la voie à de nouvelles négociations qui faciliteront la recherche d'un règlement pacifique et durable au différend, dans le respect des normes du droit international et des résolutions de l'Assemblée générale.

49. **M. Arcaya** (Venezuela), faisant noter que son pays est coauteur du projet de résolution A/AC.109/2000/L.8 sur la question des îles Falkland (Malvinas), avec la Bolivie, le Chili et Cuba, exprime l'espoir que le projet de résolution sera adopté par consensus. Le Venezuela soutient les droits légitimes de l'Argentine dans le différend sur ces îles. Le règlement pacifique et négocié du différend est la seule solution possible. Le dialogue et la coopération, qui se sont renforcés dans les dernières années, créent des conditions propices à la recherche d'une issue à la situation actuelle.

50. **M. Shen Guofang** (Chine) rappelle qu'en 1965, dans sa résolution 2065 (XX), l'Assemblée générale a invité les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni à poursuivre sans retard les négociations en vue de trouver une solution pacifique au problème, en tenant dûment compte des dispositions et des objectifs de la Charte des Nations Unies. Depuis, le Comité spécial a adopté plusieurs résolutions invitant l'Argentine et le Royaume-Uni à engager lesdites



négociations. La Chine estime que le principe du règlement pacifique des différends territoriaux est un principe accepté par toute la communauté internationale. Elle invite l'Argentine et le Royaume-Uni à s'engager dans un dialogue constructif en vue de parvenir à une solution pacifique et juste du différend qui les oppose. La délégation chinoise appuie la proposition selon laquelle le projet de résolution qui a été présenté devrait être adopté par consensus.

51. **M. Mekdad** (République arabe syrienne) dit que sa délégation appuie les résolutions de l'Assemblée générale appelant à régler la question de la souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas). Elle est en faveur d'un règlement pacifique fondé sur le dialogue et les négociations entre l'Argentine et le Royaume-Uni. Elle se félicite des progrès déjà accomplis dans le cadre de ce processus.

52. **M. Dausá Céspedes** (Cuba) dit que la position de sa délégation sur la question de la souveraineté sur les îles Malvinas est bien connue puisqu'elle a été exprimée au Comité spécial et dans d'autres instances internationales. Guidée par le principe de la fraternité avec les pays latino-américains qui sous-tend sa politique étrangère, Cuba tient à réaffirmer son soutien aux intérêts légitimes de l'Argentine. La délégation cubaine espère qu'un règlement pacifique de cette question sera trouvé le plus tôt possible, compte tenu également des intérêts de la population locale. Elle ne doute pas que le projet de résolution A/AC.109/2000/L.8, dont elle est coauteur, facilitera le processus.

53. **M. Ahipeaud Guebo** (Côte d'Ivoire) dit que sa délégation attache beaucoup d'importance au règlement pacifique, juste et durable de la question des îles Falkland (Malvinas). Cette question figure depuis longtemps à l'ordre du jour du Comité spécial et les conditions sont actuellement très favorables à l'amélioration des relations diplomatiques entre l'Argentine et le Royaume-Uni, en vue de régler le problème de l'Atlantique Sud. La délégation ne doute pas que le projet de résolution sera adopté par consensus.

54. **M. Nega** (Éthiopie) fait observer que la situation dans les îles Falkland (Malvinas) est une situation coloniale rendue plus complexe par un différend territorial entre le Royaume-Uni et l'Argentine. L'Assemblée générale et le Comité spécial ont à maintes reprises souligné la nécessité de régler cette

question dans le respect des principes de la Charte et des résolutions (1514 (XV) et 2065 (XX) de l'Assemblée générale, et ont demandé l'engagement d'un dialogue et de négociations en vue de trouver une solution pacifique, juste et durable au conflit de souveraineté, compte tenu des intérêts de la population des îles. Il faut noter que la coopération et la compréhension mutuelle sont en train de s'instaurer entre les Gouvernements de ces deux États, comme en témoigne, entre autres, la signature d'une déclaration commune, le 14 juillet 1999. Il faudrait tirer parti de ces réalisations pour faire en sorte que les négociations reprennent. La délégation éthiopienne exprime son appui à la mission de bons offices du Secrétaire général et espère que cette mission facilitera le règlement de la question. Enfin, l'intervenant dit que sa délégation appuie le projet de résolution présenté au Comité spécial.

55. **M. Manongi** (République-Unie de Tanzanie), rappelant la question posée dans les déclarations de plusieurs intervenants à la présente réunion, à savoir pendant combien de temps encore il faudra demander la décolonisation du territoire, dit que la réponse se trouve dans le premier paragraphe du projet de résolution A/AC.109/2000/L.8, selon lequel le seul moyen de mettre fin à la situation coloniale particulière propre aux îles Falkland (Malvinas) serait le règlement pacifique et négocié du conflit de souveraineté entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni. C'est également la position de la délégation tanzanienne et celle du Comité spécial lui-même.

56. Pour ce qui est des aspects positifs, il convient de prendre note des mesures prises par les deux pays en vue, par exemple, d'établir des liaisons aériennes et de conserver les stocks de poissons dans l'Atlantique Sud-Ouest, ainsi que des annonces faites à plusieurs reprises par le Royaume-Uni et l'Argentine d'une politique visant à trouver une solution concertée à leur différend. Cependant, il convient de noter que la situation n'a pas évolué depuis l'année précédente et que, par conséquent, le mécontentement qui s'est exprimé est compréhensible. La solution réside dans l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et l'adhésion à la jurisprudence internationale.

57. **M. Jordán-Pando** (Bolivie) remercie le Ministre argentin des affaires étrangères, du commerce international et du culte de sa déclaration détaillée et intéressante, dans laquelle il a évoqué l'histoire du

conflit examiné par le Comité et le problème du colonialisme, sous ses formes nouvelles. L'intervenant note avec préoccupation qu'en dépit des appels lancés par le Comité spécial et l'Assemblée générale aux deux parties afin qu'elles engagent des négociations et trouvent un moyen de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le processus de règlement, pas le moindre progrès n'a été accompli. Dans le cadre de son mandat, le Comité spécial doit résoudre les problèmes des pays sous régime colonial d'ici 2000. Bien entendu, la date limite sera reculée, mais il est indispensable de savoir exactement comment il faudra procéder en l'absence de tout progrès.

58. De l'avis de l'intervenant, l'ONU ne devrait pas se contenter de faire des déclarations et d'adopter des résolutions mais devrait aussi prendre des mesures concrètes. Elle doit maintenir des relations étroites avec les parties et exiger de celles-ci qu'elles expliquent pourquoi certaines résolutions sont appliquées et d'autres non, et pourquoi elles n'entament pas des négociations. Elles devraient s'attaquer à des questions de fond telles que le problème du colonialisme, tout comme elles ont examiné les problèmes de la pêche et cherché d'autres modalités pour parvenir à une entente mutuelle. Il faudra peut-être beaucoup de temps, mais il vaut mieux que ce soit du temps passé à aller de l'avant plutôt qu'à rester sur place. La délégation bolivienne se propose de présenter aux réunions du Comité spécial une proposition aux fins de l'application de quelques mesures concrètes, concernant non seulement la question des îles Malvinas mais également d'autres questions dont le Comité est saisi. S'agissant du projet de résolution soumis au Comité, la délégation bolivienne, qui en est coauteur, invite les membres du Comité à l'adopter par consensus.

59. **Le Président** rappelle que les auteurs du projet de résolution A/AC.109/2000/L.8 ont exprimé le souhait que le Comité l'adopte sans le mettre aux voix. En l'absence d'objection, il considérera que c'est ainsi que le Comité souhaite procéder.

60. *Le projet de résolution A/AC.109/2000/L.8 est adopté.*

61. **M. Stanislaus** (Grenade) dit que le consensus fondé sur le compromis est un instrument essentiel de la diplomatie bilatérale et que sa délégation prie instamment les parties au conflit de poursuivre leurs efforts en vue parvenir à un règlement définitif et

satisfaisant, compte tenu des intérêts de la population des îles Falkland (Malvinas), qui doivent passer avant toute autre considération. Si les négociations sont menées dans un esprit de bonne volonté, les divergences de vue pourront s'exprimer sans entraîner la fin des négociations et un accord pourra finalement être conclu, pour le bénéfice de toutes les parties intéressées, en particulier les habitants des îles.

62. Aujourd'hui, alors que la communauté internationale marque la fin de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, il est souhaitable que les deux grandes puissances, le Royaume-Uni et l'Argentine, tranchent le nœud gordien qui lie la question de la souveraineté et le principe de l'autodétermination des îles Falkland (Malvinas). Le temps passe vite et il est nécessaire, conformément au proverbe latin *Festina lente*, de se hâter lentement. S'agissant de la question de souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas), la délégation grenadienne donne un conseil sous forme d'un ancien dicton swahili : « Tu ne peux tourner le vent, alors tourne la voile ».

63. Le principe de l'autodétermination inscrit dans la Charte des Nations Unies peut être invoqué dans le cas présent, comme dans d'autres cas antérieurs, comme fondement au droit à l'autodétermination des habitants des îles Falkland (Malvinas), qui sont les juges uniques et finals du sort du territoire.

64. **M. Lewis** (Antigua-et-Barbuda) rappelle que le Comité spécial est saisi de la question des îles Falkland (Malvinas) depuis de nombreuses années sans qu'il y ait eu de progrès notables. À son avis, la question ne relève pas de la compétence du Comité spécial puisqu'elle concerne la souveraineté et non l'autodétermination. Le Comité n'a pas pour tâche de déterminer qui devrait gouverner un territoire donné, à moins que les habitants de ce territoire prouvent avec des preuves convaincantes qu'il leur revient de le faire. Néanmoins, le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda note avec satisfaction que l'Argentine et le Royaume-Uni sont parvenus à marquer des avancées importantes concernant le bien-être des habitants des îles. L'intervenant rappelle, entre autres, la déclaration commune du 14 juillet 1999, qui porte sur le rétablissement de liaisons aériennes entre les îles et l'Amérique du Sud, la consolidation de la coopération en matière de conservation des stocks de poissons et la levée de l'interdiction de visite aux îles pour les Argentins. Cette coopération est un exemple de

l'approche à prendre pour régler les problèmes auxquels se heurtent les territoires en développement qui veulent vivre en paix avec tout le monde. L'intervenant demande aux membres du Comité spécial d'être prêts à soutenir ces efforts, même s'ils ne relèvent pas directement de la compétence du Comité.

65. **M. During** (Sierra Leone) dit qu'en affirmant que l'Argentine et le Royaume-Uni doivent prendre en considération les intérêts de la population des îles Falkland (Malvinas), le Comité spécial souligne l'importance qu'il attache aux réponses à apporter aux aspirations des habitants des îles. Malgré le souhait de son pays de préserver et de renforcer ses relations amicales avec l'Argentine, l'intervenant estime que la résolution aurait dû mentionner le droit de la population des îles à l'autodétermination. Chacun sait qu'aucune autre option ne peut se substituer au principe de l'autodétermination.

66. **Le Président** déclare que le Comité a achevé l'examen de ce point.

*La séance est levée à 12 h 50.*